

Public, privé: même responsabilité sociale?

Professeur Jean-Pierre Danthine

Enterprise for Society (E4S)

IDHEAP – vendredi 13 mai 2022

M. Friedman

- *There is one and only one social responsibility of business—to use its resources and engage in activities designed to increase its profits so long as it stays within the rules of the game, which is to say, engages in open and free competition without deception or fraud.*
- (Capitalism and Freedom – 1962)

La logique sous-jacente

- Fondement du libéralisme économique: la « main invisible » fonctionne souvent, i.e., la recherche de l'intérêt personnel et du profit n'est pas en contradiction avec la promotion du bien commun
- Mais la main invisible ne fonctionne pas toujours et elle ne peut pas tout faire; elle a besoin d'être aidée ou complétée: c'est le rôle de l'Etat.
- Lorsque la main invisible fonctionne, la proposition de Friedman est justifiée et elle est garante d'une gouvernance d'entreprise efficace
- Mais quid si l'Etat est défaillant?

Mais la main invisible ne fonctionne pas toujours

- Elle a besoin d'être aidée/complétée : l'Etat
 - Besoin de redistribution: le marché n'est pas équitable
 - Trade-off: Equité vs. Efficacité
 - Pas évident à arbitrer/ laisse la place à l'idéologie!
 - Besoin de préserver les conditions d'une saine concurrence: anti-trust
 - Identifier les besoins et les formes d'intervention
 - L'économie est un corps en mouvement: les politiques anti-trust éprouvées ne sont plus suffisantes/adéquates dans l'économie des plateformes
 - Besoin de compenser **les défaillances du marché**: les situations où les marchés n'existent pas spontanément parce que les droits de propriété ne peuvent être établis = **les externalités** ou encore les situations où le marché ne peut pas fonctionner efficacement

Les inégalités et l'inclusion

- Situations hétérogènes: Monde anglo-saxon vs Europe continentale
- **Technologie et globalisation augmentent les besoins de « redistribution »** : les mécanismes de redistribution démocratique doivent s'y adapter
- Le libéralisme économique aux antipodes des oligarchies
 - Une société dans laquelle le statut économique d'une personne est pré-déterminé par son origine sociale ou familiale est une perversion du libéralisme
 - Egalité des chances
 - Ascenseur social
- Investir dans une éducation de qualité pour tous (no one left behind); Remettre les compteurs à zéro à chaque génération (taxer les héritages)
- Quelle responsabilité pour les entreprises si l'Etat est déficient?

Le CO2 et le réchauffement

- Les externalités
 - Un petit chapitre dans les manuels de finances publiques
 - Depuis le troisième quart du XXème siècle, effectivement partout, globalement et de manière invisible: dépassement des limites planétaires
 - *“GHG emissions [as] externalities [that] represent the biggest market failure the world has seen.”* (Stern, 2008).
 - Utiliser une ressource qui a de la valeur pour la communauté doit avoir un prix (pré-condition pour la main invisible)
- La vision économique néo-classique: c'est à l'Etat de corriger les externalités
- Quid lorsque l'Etat est défaillant?

Le CO2 et le réchauffement

- La taille et l'omniprésence de l'externalité est un vrai défi
- Demande un Etat beaucoup plus présent, actif, fort
- En parfait accord (mais non sans tension) avec le libéralisme économique
- Car celui-ci ne peut fonctionner et n'est justifié que lorsque les prix sont le reflet correct des raretés relatives
- La tension => *pas n'importe comment!* Préserver l'esprit d'innovation qui est la caractéristique d'une économie libérale
- Idéalement s'assurer que les prix soient corrects; sinon corriger en minimisant les distortions
- Capitalisme = préserver le capital, TOUT le capital

Défaillance de l'Etat?

- Deux défis qui requièrent une intervention étatique plus marquée
 - En droite ligne avec un libéralisme bien compris
 - Mais la tension existe: soigner le comment!
 - Relever les défis en préservant les atouts du libéralisme
- Ces défis ne sont pas relevés aujourd'hui: les Etats sont déficients
 - Diagnostic: défaillance de la démocratie? La victoire des intérêts personnels (NIMBY, lobbying)
 - Pour la doctrine de la maximisation de la valeur actionnariale c'est un vrai défi: si l'on peut créer de la valeur actionnariale au détriment du bien commun elle perd toute légitimité

La réponse: les entreprises à mission

- Se focaliser sur la création de valeur pour la société
- Distribution aux actionnaires seulement si création de valeur sociétale prouvée
- Convergence entre public et privé: dans les deux cas reconnaissance de la responsabilité sociale de l'entreprise
- Peut être plus ou moins facile: dans l'ADN des entreprises publiques (de service public)
- Biais de sélection: dans le cas des entreprises privées: il peut y avoir des arbitrages difficiles!

Exemples de cas difficiles

- EasyJet n'est profitable que parce qu'elle compense ses émissions carbone à un coût très bas
- Umicore est une entreprise exemplaire aujourd'hui, mais elle serait en faillite – et devrait licencier tous ses employés si elle devait assumer tout l'héritage de son activité minière passée
- Les propriétaires d'une mine de charbon créent-ils plus de valeur s'ils la ferment rapidement et licencient les mineurs concernés? Saborder la compagnie constitue de toute évidence un arbitrage délicat, potentiellement sujet à action juridique par les actionnaires!
- Postfinance?

Les Public Benefit Corporation (USA)

- Les sociétés d'intérêt public ou "PBC" sont un type de société à but lucratif actuellement autorisé par 35 États et le district de Columbia.
- Les PBC doivent **inclure dans leur charte un ou plusieurs avantages publics spécifiques en tant que déclaration d'objectif**, par opposition à la formule passe-partout "tout objectif légal" habituellement contenue dans la plupart des chartes à but lucratif.
- La loi sur les sociétés générales du Delaware ("DGCL") définit le "bénéfice public" comme **un effet positif (ou une réduction des effets négatifs) sur une ou plusieurs catégories de personnes, d'entités, de communautés ou d'intérêts**, et peut inclure des bénéfices de nature artistique, charitable, culturelle, économique, éducative, environnementale, littéraire, médicale, religieuse, scientifique ou technologique.

PBC

- Contrairement aux sociétés standard, où le conseil d'administration doit généralement considérer la maximisation de la valeur actionnariale comme sa principale directive, **les membres du conseil d'administration d'une PBC doivent également prendre en compte les meilleurs intérêts de ceux qui sont matériellement affectés par la conduite de la société, ainsi que l'intérêt public spécifique décrit dans la charte de la société.** Cela peut rendre les décisions des administrateurs d'une PBC plus difficiles que celles d'une société standard, puisque **ces considérations peuvent entrer en conflit** (et le font souvent).
- La DGCL limite également la responsabilité des administrateurs en les protégeant de toute responsabilité envers les actionnaires de la PBC s'ils prennent une décision fondée sur l'adhésion à leur mission plutôt que sur la seule rentabilité pour les actionnaires.

PBC

- Toutefois, les administrateurs des PBC du Delaware doivent prendre ces décisions avec précaution, car **les actionnaires** qui possèdent, individuellement ou collectivement, au moins 2% des actions en circulation de la société, **peuvent intenter une action dérivée alléguant un équilibre inapproprié de ces intérêts concurrents par un conseil d'administration.**
- Les PBC sont tenues de faire rapport aux actionnaires tous les deux ans, afin de montrer comment la PBC promeut et fait progresser son objectif d'intérêt public.

Les B-Corp

- Les entreprises obtiennent **la certification B Corp** en passant l'évaluation d'impact de B Lab, qui examine les opérations de l'organisation et fournit un score (un score de réussite est de 80 points sur 200) dans des domaines tels que l'efficacité énergétique, la durabilité environnementale, la transparence de l'entreprise, l'engagement communautaire et les avantages pour les travailleurs.
- La certification a pour but de fournir **un sceau d'approbation indépendant aux entreprises qui se tiennent responsables envers leurs travailleurs, l'environnement et leur communauté**. Les entreprises qui obtiennent une certification B Corp doivent également renouveler leur certification tous les deux ans afin de garantir un engagement continu envers ces principes.

Mainstreamer les entreprises à mission

- Peut-on s'en remettre au volontariat?
- Oui dit le Conseil Fédéral:
- Selon le Code des obligations (CO), le but d'une société commerciale n'est pas obligatoirement la "maximisation des profits". Le droit actuel permet de fonder des sociétés commerciales pour d'autres objectifs qu'économiques, par exemple pour des buts idéaux ou d'utilité publique. En outre, la possibilité de créer une association ou une fondation poursuivant des buts d'utilité publique existe depuis toujours. **Etant donné que même une société de capitaux (SA, Sàrl) peut avoir une vocation d'utilité publique, le Conseil fédéral estime qu'il n'y a pas lieu de modifier le cadre réglementaire des sociétés.**

S'en remettre au volontariat?

- Le risque de réputation : très certainement insuffisant pour inciter au changement dans les cas difficiles
- Un changement légal est nécessaire
- E. Warren: toutes les entreprises avec chiffre d'affaires > \$1 Mia doivent être des PBC
- E. Warren for president!